



Un maire très buté

Le maire de Châtenay-Malabry renoncera-t-il à faire de la célèbre Butte-Rouge une opération immobilière ?

C'EST UN LIEU que « presque tous les étudiants en architecture du monde ont visité », raconte Barbara Gutglas, architecte elle-même, qui défend avec ferveur la Butte-Rouge, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine). A ses côtés, son confrère Jean-Louis Cohen, professeur d'histoire de l'architecture à l'Institute of Fine Arts de l'université de New York, venu à Châtenay, ce soir du 15 mars, pour protéger ce « joyau menacé par "l'empire du mal" ». Il vise le maire, Georges Siffredi, qui entend détruire un tiers de cette fameuse cité-jardin, bâtie dans les années 30 par des architectes géniaux qui voulaient « du beau pour les prosos ».

Venue d'Angleterre, l'idée s'est alors étendue en Europe, où ont fleuri ces ensembles, au milieu d'arbres, de pelouses, de collines et de jardins ouvriers. Les premières, en Ile-de-France, furent celles de Drancy, de Suresnes, de Stains ou du Plessis-Robinson, après un concours organisé, en 1909, par le département de la Seine. Paris devait s'étendre... Aujourd'hui, à la Butte-Rouge, les arbres sont quasi centenaires et les bâtiments roses, dont la cité tire son nom, abritent près de 10 000 habitants, au revenu annuel médian de 14 000 euros. Ce destin social de la Butte-Rouge a perduré jusqu'à ce que le maire ait des aspirations immobilières et ait décidé, après « rénovation-construction », d'y faire venir des gens plus aisés. « Cette cité splendide est connue dans toute l'Europe et au-delà ! poursuit Cohen. Alors pourquoi vouloir dénaturer sa vocation ? »

Au Plessis, à Stains, au Pré-Saint-Gervais, les cités-jardins ont été réhabilitées. A Rotterdam, à Berlin, elles sont inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco, afin qu'on ne puisse en toucher une pierre... C'est ce que voudrait un

groupe d'architectes pour la Butte-Rouge. Parmi les protestataires, Frédérique Dumas, députée ex-LRM : « On ne parle en ce moment que de nature et de populaire, alors comment est-il possible de détruire ce que l'on a ? Mais la majorité à laquelle j'appartenais n'écoute pas, n'entend pas plus que le maire de Châtenay... »

Déjà, des logements se vident. « Décrire la Butte-Rouge comme un idéal et la casser, c'est débile ! » se fâche une habitante, militante du DAL. « Nous avons des retraités qui touchent 600 euros par mois et paient ici des loyers de 150 euros, souligne Anne Sauvey, de France Nature Environnement. Si on les déplace, ils n'auront nulle part où aller. »

Un espoir est venu avec l'avis défavorable de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture au projet du maire et avec

des célébrités qui appuient les protestataires. Avant son départ du ministère de la Culture, Françoise Nyssen avait même écrit au maire pour lui demander de renoncer. Son successeur,

Riester de contraste

Franck Riester, semble – comment dire ? – moins pressant et moins pressé. Le ministère a pris trois semaines pour donner au « Canard » cette réponse très claire : « Le ministre est pleinement dans l'écoute et le dialogue (...). La Butte-Rouge présente un caractère patrimonial exceptionnel, indépendamment de la qualité de ses immeubles. (...) Le ministère est mobilisé (...) et l'ensemble des services de l'Etat concernés au niveau local travaille à la mise en œuvre d'une vision partagée avec la mairie. »

Serait-ce la recherche d'un compromis ? « Le ministre est dans l'écoute et le dialogue », s'obstinent ses services, qui, à défaut de protéger les pauvres et les arbres, parlent couramment la langue de bois.